

L'EUROPE NE DOIT PAS RESTER PASSIVE FACE A L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT HONGROIS!

Il y a quelques semaines, le parlement hongrois adoptait une nouvelle législation permettant à la police et à l'armée de tirer sur les migrants sous certaines conditions. Cette décision est une énième provocation de la majorité du Premier Ministre Viktor Orbàn qui n'est plus à son coup d'essai quand il s'agit de bafouer les valeurs communes de l'Union européenne. Un collectif de treize organisations de jeunesse politiques européennes – et paneuropéennes - lance un appel aux dirigeants européens afin qu'ils prennent enfin leurs responsabilités vis-à-vis du gouvernement hongrois et ne reste pas passifs face à ces politiques incompatibles avec notre vision humaniste de l'Union européenne.

Comment peut-on accepter que l'Europe réagisse de manière si différente selon le pays membre concerné? D'un côté elle se montre intransigeante face à la Grèce, mais elle ferme les yeux sur un pays qui transgresse ses valeurs ? Pour les signataires de cet appel, l'UE ne peut pas faire une différence de traitement vis-à-vis de ses membres en fonction de leur influence ou de leur appartenance politique. C'est pourquoi il est temps de recourir à des sanctions exemplaires comme cela est prévu dans les traités et montrer que l'Europe ne négocie ni ses fondamentaux, ni les libertés qu'elle défend depuis plus de soixante ans.

DANS CETTE SITUATION NOUS DEMANDONS INSTAMMENT:

A Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, de prendre acte des violations des valeurs européennes par la Hongrie (article 2, TUE) et d'engager la procédure de sanctions prévue à l'article 7 du Traité de l'Union européenne.

Aux chefs d'Etats et de gouvernements des Etats membres de réaffirmer les valeurs fondamentales de l'UE, définies dans les Traités et de prendre des mesures exemplaires à l'encontre des pays qui les transgressent.

A Donald Tusk, Président du Conseil européen de mettre ce sujet à l'ordre du jour du prochain sommet européen, ce sujet n'ayant encore jamais été mis à l'ordre du jour des discussions.

Aux Présidents de groupes au Parlement européen de se saisir de ce sujet au Parlement et de faire pression sur la Commission afin qu'elle réagisse en conséquence.

Nous rappelons notre profond attachement à l'appartenance hongroise à l'Union européenne, il ne s'agit pas de stigmatiser une population mais l'attitude d'un gouvernement. Nous regrettons l'isolement d'un pays, causée par la politique de Viktor Orbàn qui a conduit à la mise en place de barrières, à la fois physiques et politiques, à l'image des murs érigés aux frontières roumaines, serbes et croates. Nous tenons l'Union européenne pour en partie responsable de l'aggravation de la situation par son incapacité à promouvoir une intégration et une solidarité nécessaires entre les Etats membres.





(Belgium)





















